



CONTRE L'ENERGIE «PROPRE»

un enjeu important, un débat nécessaire...

Les opposants au programme nucléaire sont d'accord sur les risques graves liés au développement massif de cette forme d'énergie. Nombreuses sont les publications qui analysent de façon convaincante ces dangers (1). Mais, pour important que soit cet aspect du problème, il ne suffit pas à définir l'enjeu politique de la lutte à mener contre l'implantation de nouvelles centrales : car ce sont des raisons politiques et économiques qui fondent d'abord les choix énergétiques du pouvoir. C'est sur ce terrain qu'il faut le combattre et c'est pour cela qu'il importe d'apprécier les divergences parmi les opposants au nucléaire.

un choix politique et économique décisif

« Le marché mondial potentiel est évalué à 3500 centrales de 1000MWe installées en l'an 2000. Ceci explique que dans le but de gagner du temps et de bénéficier immédiatement d'une expérience étendue et de prendre position aussitôt que possible sur le marché d'exportation, il ait été décidé de bâtir la compétence industrielle française sur la base de licences américaines ». Ainsi s'exprime le très officiel bulletin d'information du CEA (2). C'est l'argumentation que développait déjà en 1969 M. Boiteux, directeur de l'EDF, pour justifier l'abandon de la filière française :

« Le fait que le marché mondial soit maintenant nettement orienté vers la filière à eau légère fait que nos industriels ne pourront se placer dans le monde que dans la mesure où ils ont eux-mêmes un acquis valable dans la filière à laquelle le monde s'intéresse » (3).

Cela est clair. Pour la bourgeoisie française, l'avènement du nucléaire doit permettre le regroupement des différents secteurs de l'industrie française qui lui sont liés, leur insertion sur le marché mondial, à la remorque des deux grandes multinationales américaines Westinghouse et

General Electric. Il s'agit d'un marché d'avenir, présentant l'immense avantage sur d'autres formes d'énergie (solaire, géothermique) de permettre une rotation plus rapide du capital, d'offrir un marché stable à cause de la faible durée de vie des centrales. Le gouvernement voit dans le nucléaire la condition et le moteur de la croissance capitaliste. Voilà qui explique l'acharnement de l'EDF à nier l'évidence des dangers pour les générations actuelles et futures. Voilà qui explique la volonté gouvernementale d'agir vite, en plaçant la population devant le fait accompli, en tentant de faire de la France le centre moteur du développement nucléaire en Europe :

— construction à Tricastin sur le Rhône de la plus grande usine européenne de diffusion gazeuse (4) dont 60 % de la production seront exportés ;

— mise en chantier à Creys-Malville de 3 surgénérateurs dont les dangers ont été souvent soulignés (5) ;

— construction à la Hague d'une usine où seront retraités les combustibles irradiés venant de l'Europe entière, du Japon... et où les déchets les plus dangereux devront être stockés, après concentration, puis réfrigérés, surveillés continuellement, pendant plus de sept siècles...

appareil militaro-policié renforcé ou électro-fascisme ?

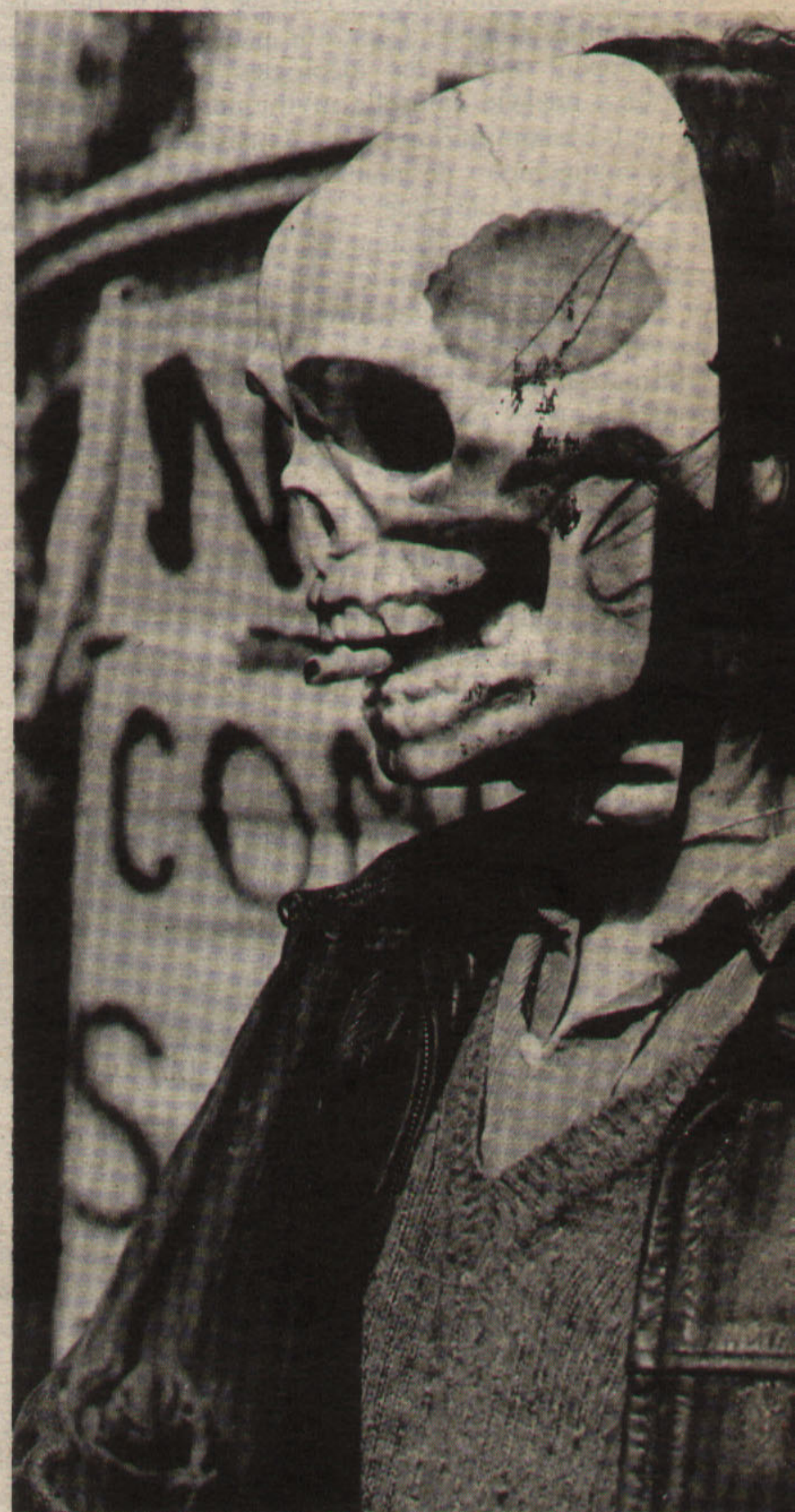
L'enjeu est de taille et on comprend pourquoi le pouvoir redoute la contestation de ses choix. On est loin des problèmes techniques lorsqu'on lit, par exemple, une circulaire confidentielle d'EDF :

« il est inutile de perdre son temps pour convaincre les protestataires de métier » dont « le but est d'entraver le bon fonctionnement de la société actuelle ».

J.-C. Leny, directeur général de FRAMATOME (6) est beaucoup plus précis et inquiétant lorsqu'il affirme :

« Pour moi, il est essentiel que les centrales nucléaires à construire soient peu nombreuses, donc de grande taille, implantées dans des sites ad hoc et exploitées de façon quasi-militaire »...

La direction de l'exploitation des centrales et des usines de retraitement, la surveillance des personnels, le transport et la gestion des matières fissiles et du combustible irradié... seront le prétexte à la mise en place d'une surveillance policière accrue (« quasi-militaire ») dont les travailleurs du nucléaire seront les premières victimes. C'est à ce propos que certains écologistes parlent d'électro-fascisme : image parlante, mais extrêmement ambiguë. Il est vrai que le développement actuel de l'énergie nucléaire pousse à leurs limites certains des traits les plus insupportables de cette société : mais l'appareil de guerre civile que le pouvoir monte pièce à pièce a d'abord pour fonction de répondre à l'exacerbation des luttes sociales, à la



« crise de civilisation » qui affecte la société bourgeoise, d'entretenir et de renforcer les « bandes d'hommes armés » au service du capital.

centralisation et autogestion

Un deuxième débat nécessaire avec les mouvements écologiques porte sur leur conception de l'autogestion. Bien souvent, la société capitaliste est réduite, dans leurs analyses, à un seul de ses aspects, celui de la centralisation. Ainsi, à l'énergie nucléaire centralisée est opposée l'énergie solaire dispersée, donc facilement autogérable, ce qui est un bel exemple de pensée mécaniste.

Partant d'une idée juste, à savoir que la tendance à la centralisation et au despotisme (le « despotisme de fabrique » disait Marx) est caractéristique de l'entreprise capitaliste, l'écologisme naïf bascule dans l'utopie : à chacun

